



Réunion extraordinaire du groupe des employeurs du CESE

Achever le marché unique pour garantir la compétitivité stratégique de l'UE

28/11/2023 | 09h30 - 13h | Valence, Espagne



Note conceptuelle

Alors que cette année marque le 30^e anniversaire du marché unique, le rétablissement de la compétitivité de l'Union et l'achèvement dudit marché unique sont enfin au cœur des priorités de l'UE.

Le train de mesures sur la compétitivité publié par la Commission européenne en mars 2023 est sans doute l'action la plus complète prise par l'UE depuis au moins une décennie afin de soutenir les entreprises européennes. La communication intitulée «Trente ans de marché unique», dans laquelle la Commission a renouvelé son engagement en faveur de l'achèvement du marché unique en coopération avec tous les niveaux de gouvernance et toutes les parties prenantes, est tout aussi importante. À cette fin, Enrico Letta, ancien chef du gouvernement italien, est en train d'élaborer un rapport de haut niveau sur l'avenir du marché unique, qui sera présenté au Conseil européen en mars 2024.

Si, depuis des années, l'achèvement du marché unique n'a guère dépassé le stade de la bonne intention exprimée sur le papier, il est maintenant grand temps d'enfin passer de la parole à l'action. Dans ce contexte, les entreprises sont invitées à jouer un rôle clé dans l'élaboration de cette voie vers l'approfondissement du marché unique.

Il est impossible d'ignorer que, ces dernières années, de nouvelles législations de l'UE ont entraîné l'apparition d'obstacles supplémentaires, une tendance encore aggravée par l'introduction par les États membres de l'Union de critères techniques supplémentaires au niveau national, un phénomène connu sous le nom de «surréglementation». Ces obstacles entravent non seulement les entreprises qui cherchent à investir à grande échelle dans l'UE et les PME aspirant à une croissance rapide, mais ils ont également un effet dissuasif sur les investissements privés, retardant ainsi les progrès en matière de double transition et d'autonomie stratégique ouverte et de sécurité économique.

Si l'on examine l'évolution de l'économie mondiale au cours des 20 dernières années, les entreprises sont de plus en plus exposées à la concurrence des pays tiers en ce qui concerne les facteurs liés aux intrants, tels que les prix de l'énergie, le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée et l'accès à des financements compétitifs, pour n'en citer que quelques-uns. L'un des grands potentiels de l'approfondissement du marché intérieur réside dans l'amélioration de l'accès à ces facteurs au sein de l'UE. Une intégration plus poussée devrait en effet débloquer quelque 700 milliards d'EUR d'ici 2030.

La voie européenne vers la compétitivité et l'autonomie stratégique ouverte doit être celle du marché unique. En fait, la présidence espagnole a placé l'autonomie stratégique ouverte au cœur de ses priorités, et la récente communication de la Commission du 27 septembre, intitulée «Vers une Europe plus résiliente, plus compétitive et plus durable», met l'accent sur le marché unique comme base pour atteindre ses objectifs. Face à un monde plus conflictuel, plus instable et plus complexe, renouveler la dynamique de l'intégration européenne en approfondissant notre marché unique est la meilleure solution et aussi la plus pratique pour améliorer la compétitivité de l'UE et permettre ainsi à celle-ci de se maintenir en tant qu'acteur mondial.

La manifestation **«Achever le marché unique pour garantir la compétitivité stratégique de l'UE»**, organisée conjointement par le groupe des employeurs du CESE, la Confédération espagnole des organisations d'entrepreneurs (CEOE) et la Confédération des entreprises de la Communauté de Valence (CEV), vise à réunir des employeurs et des représentants des entreprises, ainsi que des universitaires et des représentants institutionnels dans le cadre d'une discussion prospective sur l'avenir du marché unique.

Les recommandations formulées à l'issue de la manifestation serviront de contribution au rapport de haut niveau d'Enrico Letta sur l'avenir du marché unique.
